

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

VENDREDI 7

SAMEDI 8

NOVEMBRE

1975

N° 30

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Hassan II prêt à tout pour sauver son trône



Ce matin, les milliers de marocains embrigadés dans la «marche verte» sont arrêtés à 4 kms de la frontière entre le Sahara occidental et le Maroc. C'est là qu'ils campent depuis hier au soir ; en effet, les «organisations», c'est-à-dire, la gendarmerie militaire, de cette marche «pacifique» ont décidé de stopper la marche, en «réservant l'avenir». Cela prouve les hésitations réelles d'Hassan II à organiser et mener jusqu'au bout cette marche au massacre. Pourtant, tout avait été fait pour montrer la «détermination» marocaine : grande campagne démagogique contre «l'envahisseur colonialiste», masquant le caractère réel de cette marche verte : une agression pure et simple du peuple sahraoui, engagé dans une lutte pour l'indépendance contre le colonialisme espagnol ; mais aussi, la participation à cette marche de nombreux officiers et de l'armée marocaine, sans oublier le discours d'Hassan à la télévision mercredi

soir : il y recommandait aux marcheurs marocains, «nouveaux croisés», «de saluer un espagnol rencontré, soit en civil, soit en militaire ; de l'embrasser et de partager sa nourriture avec lui, car si nous avions voulu faire la guerre à l'Espagne, nous n'aurions pas envoyé des civils».

Néanmoins, Hassan a bien insisté qu'il ne prendrait pas la tête de la marche, «le devoir du chef étant de rester à son poste». Et tel est bien, en dernière instance, le véritable problème d'Hassan : Quelle que soit l'issue de cette comédie provocatrice, il s'agit pour lui de conserver son trône, à n'importe quel prix. L'entente avec Madrid n'ayant pu se faire, pour l'instant, il ne lui restait plus qu'à lancer cette marche, en souhaitant montrer suffisamment de détermination pour que l'Espagne cède ou passe un compromis qui évite à Hassan un désastre militaire qui ébranlerait son trône.

la querelle seguy-fourcade sur l'indice des prix

INTERVIEW D'UN DELEGUE CGT DE L'INSEE

Les syndicats CGT et CFDT de l'INSEE avaient, il y a deux ans dénoncé eux-mêmes l'indice truqué de l'INSEE. Nous avons interviewé un responsable national du syndicat CGT de l'INSEE.

Quotidien du Peuple : Dans une déclaration au «Figaro», Fourcade, répondant à Georges Séguy, affirme que l'indice des prix n'est «ni truqué, ni malhonnête», et que prétendre le contraire serait «attaquer l'honnêteté des fonctionnaires de l'INSEE». Qu'en penses-tu ?

R. : C'est une vieille manœuvre du gouvernement pour mettre les travailleurs de l'INSEE de son côté. En réalité, comme l'a d'ailleurs reconnu la direction de l'INSEE, l'indice ne mesure pas l'augmentation du coût de la vie, mais une partie de celle-ci seulement. Par exemple, si les travailleurs sont obligés d'habiter de plus en plus loin de leur entreprise, et donc de dépenser de plus en plus pour le transport, l'indice des prix n'augmente pas, sous prétexte que le prix du kilomètre SNCF n'augmente

pas. Donc, prétendre protéger le pouvoir d'achat des travailleurs avec un indice qui ne mesure pas toute l'augmentation du coût de la vie, cela, c'est du truquage et de la malhonnêteté. Et c'est ce que fait Monsieur Fourcade. S'il se raccroche autant à son indice, c'est qu'il s'en sert pour mystifier les travailleurs. «L'honnêteté des travailleurs de l'INSEE» ne joue en cette affaire qu'un rôle de paravent.

Suite page 4

SOISSONS le patron flingueur au tribunal

«A bas les patrons flingueurs», «peine maxi pour Dezzuto». Pour une fois, l'orgueilleux Palais de Justice de Soissons porte la marque des travailleurs : ces deux banderoles sur sa façade en sont la preuve. Devant le Palais, des ouvriers de Pantz et Laon les gardent. «Entrez donc à l'intérieur, les copains y sont». Effectivement, plusieurs dizaines de travailleurs, les «Pantz», comme on les surnomme dans la région, sont là. Il en manque un : Mr Petri, encore à l'hôpital où on lui a déjà extrait une quarantaine de plombs de chasse du corps. Au banc des accusés, Dezzuto, un patron qui a perdu un peu de sa morgue. C'est lui qui a tiré sur les ouvriers en grève.

Suite page 4

Cet assassin en puissance n'est pas un fou, un excité. C'est un spécialiste du rachat d'entreprises en mauvaise passe, de la remise en route par la manière forte. Depuis un an qu'il a mis les pieds à Pantz, les travailleurs ont pu s'en rendre compte : «c'est bien simple, quand il est arrivé, on a vu que ça irait mal. Il a commencé par supprimer l'ancienneté, puis à baisser les salaires de 20 à 30%. Puis, ça a été les brimades, les licenciements. En décembre 74, il met tout le monde au chômage, sans paye !» nous disait un Pantz. Alors quant à nouveau il met un atelier en chômage technique, c'en est trop. Les ouvriers occupent leur atelier.



LIRE EN PAGE 4
NOS COMPTE-RENDUS SUR
LES JOURNÉES D'ACTION

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 PARIS
de 8h30 à 13h.

BLOC-NOTE

La rubrique « bloc-note » est intéressante et utile car elle permet d'utiliser au maximum les « libertés » que la bourgeoisie a été obligée de nous accorder, mais qu'elle essaie de limiter en ne nous les faisant pas connaître. J'aimerais qu'il y ait un bloc note sur les impôts locaux. En effet, je viens de recevoir ma feuille : pour un deux pièces que j'habite depuis tout juste un an, c'est 440 F que je dois payer. Aussi je me pose quelques questions : comment sont calculés ces impôts, à qui demander des explications. Peut-on en contrôler l'utilisation, car souvent les maires révisionnistes imposent aux travailleurs des impôts plus lourds sous prétexte qu'ils n'ont pas autant de crédits que les autres. »

une lectrice de la banlieue parisienne.

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE

Après la lecture des articles du « débat » sur les fausses solutions du PCF à la crise, un lecteur de Béthune nous envoie ce commentaire d'un tract distribué par le PCF à la STA à Ruitz (Société de transmission automatique Renault-Peugeot), à l'occasion d'une visite d'une délégation de ce parti au 62^e salon de l'automobile.

« Les travailleurs qui sont allés au salon de l'automobile histoire de se distraire, en sont sortis souvent écoeurés de cette spectaculaire démonstration capitaliste. Mireille Bertrand et Claude Popereu du PCF eux, en sont sortis contents : « la visite du salon confirme les appréciations positives portées par le PCF sur les capacités des ingénieurs, techniciens, et ouvriers de ces branches d'industrie... » Question automobile ils s'y connaissent, on peut leur faire confiance, et ils ne manquent pas d'idées de suggestions constructives pour aider les patrons à sortir de la crise : « instaurer un contrôle parlementaire sur l'utilisation des fonds publics par Peugeot-Citroën ». Nationaliser Citroën « qui formerait avec la Régie une société nationale de taille mondiale », ceci tout en maintenant l'autonomie des 2 entreprises, et en passant des accords de coopération avec Peugeot.

Engager une véritable politique de diversification à partir de l'industrie automobile, en direction des machines agricoles, des machines-outils, des engins de travaux publics.

S'orienter vers un développement du véhicule industriel, que ne peut satisfaire aujourd'hui le groupe Saviem-Berliet « moins puissant que les grands constructeurs étrangers ». Les 150 milliards de l'état sont insuffisants pour restructurer cette branche.

Constituer dans notre pays une véritable industrie du moteur diesel.

Et l'affirmation vague, à la fin : « ces propositions pour une juste utilisation et un développement des moyens de production existants doivent s'accompagner de mesures permettant la garantie et l'amélioration des conditions de vie et de travail ». ...un chef d'oeuvre de discours capitaliste !

Des lecteurs nous écrivent à propos des nationalisations :

«...Lors d'une récente assemblée débat de l'UFICT-CGT (le syndicat des ingénieurs, techniciens, cadres de la CGT) à Uckange, lorsqu'on a demandé à ces messieurs s'ils ne se sentent pas gênés qu'il y ait un certain nombre de cadre CGC (qui ne sont en rien des gens de gauche) favorables à la nationalisation, ils ne se sont pas étonnés.

Pour eux la nationalisation c'est des possibilités, une responsabilité plus grande pour les ITC : « nos

camarades de Renault (ITC), même avec le gouvernement actuel, ont plus de possibilités que nous, notamment pour la recherche et l'amélioration de la productivité ».

Là-dedans où sont les intérêts de la classe ouvrière ? On se le demande. Pour l'UFICT, ça veut dire une part du gâteau beaucoup plus grande pour les ITC mais toujours sur le dos des ouvriers ».

DES JEUNES DE C.E.T.

(...) Le Quotidien laisse la libre expression au peuple, et il devrait le faire dans plus d'une page, car l'enthousiasme que montrent les ouvriers à faire leur article est grand et touchant, il sera je pense communiqué à tous ceux qui lisent le Quotidien, l'enthousiasme c'est important dans une révolution. Dans le cadre de la libre expression des ouvriers le QdP laisse même paraître les critiques le concernant, mais nous pensons que ces critiques ne sont pas appliquées (en mesure de vos moyens) assez rapidement. Il faudrait également dans les articles souligner les traits importants par :

- un cadre,
- des caractères plus épais, etc.

Nous pensons que le titre est bien choisi : le Quotidien du Peuple, l'ami du peuple, c'est

important d'être l'ami, le proche des masses en lutte. (...) nous voudrions, pour mieux diffuser le journal recevoir du matériel de propagande : auto-collants etc... selon ce que vous pourrez nous procurer. Dans l'instant nous ne pouvons pas vous aider financièrement mais le plus tôt possible nous vous enverrons le fruit de notre collecte.

Ce soir vendredi 23.10.75 à l'internat nous avons tenté une lutte pour revendiquer nos droits d'avoir après une journée de travail, une nourriture acceptable...
des élèves du CET de Senlis.

Votre journal est très bien car il exprime à la fois le désir des ouvriers de vivre dans de meilleures conditions et il informe le peuple d'une manière simple sur la politique bourgeoise. (...)
un élève de CET Montfermeil.

communiqués

PARIS 14^e
Réunion débat autour du Quotidien du peuple.
vendredi 7 novembre 20 h 30
26, rue Jules Guesdes (14^e)
Venez nombreux apporter vos critiques, vos suggestions.

MEETING-DEBAT
Samedi 8 novembre - 15 h 00

- contre le franquisme
- contre la marche de Hassan II avec un camarade du FRAP, et un camarade du Front Polisario.

Foyer d'éducation ouvrière
angle rue Jules Guesde-rue Nabuchodonosor

ROUBAIX

PARIS 18^e
Pour débattre de la situation en Espagne - réunion des amis du Quotidien du Peuple.
vendredi 7 novembre 20 h 30
Venez nombreux, rendez-vous à la sortie du métro Château Rouge.

Réunion du Bureau de Presse Régional du Nord
Samedi 8 novembre
15 h 30
Centre Culturel
12 rue Molière
LILLE

Toutes les personnes désirant discuter du Quotidien du Peuple et participer à sa rédaction, sont invités.

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication :
Y. CHEVET
imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP

gagnons la bataille de la diffusion

Des camarades postiers du centre de tri Paris-St Denis nous écrivent aujourd'hui :

« Les postiers sont souvent des jeunes déracinés, contraints par le chômage à la déportation à Paris. Ils aspirent à rentrer chez eux et y retournent le plus souvent possible. Lecteurs réguliers du Quotidien du Peuple, nous avons mis cette situation à profit pour développer la diffusion du journal dans nos villes et nos villages d'origine où il n'était pas du tout connu. C'est ainsi qu'à Lannion, à Tréguiers, en Bretagne, à Villedieu-les-poêles en Normandie nous sommes allés voir nos anciens copains, jeunes paysans, employés, chômeurs ou étudiants, et nous commençons à faire avec eux des cercles de lecteurs du Quotidien du Peuple... Nous pensons que cet exemple peut connaître un grand développement... »

Nous gagnerons la bataille de la diffusion !

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie
(nom précis de la librairie)

au kiosque
de Monsieur rue n° ville

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre)

Pour soutenir le Quotidien... l'acheter chaque jour au même endroit !

POUR UNE PARUTION

6 JOURS SUR 7

POUR UN 12 PAGES QUOTIDIEN

RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS TOUT DE SUITE

je souscris

10 F 50 F 100 F ___ F

Nom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

A partir de la semaine prochaine, le Quotidien du Peuple paraîtra le samedi.

le quotidien du peuple

AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES
UN JOURNAL
FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT
POUR CEUX QUI LUTTENT
UN DEBAT PERMANENT
POUR LA VERITE

les travailleurs et la crise



Depuis une semaine, nous avons pu vérifier au cours des différents reportages, tables-rondes... tenus avec des ouvriers et ouvrières de l'électronique de la sidérurgie, du livre... des travailleurs et des travailleuses de la Santé, de la SNCF, des PTT... comment les «solutions» giscardiennes à la crise (politique de «croissance modérée», synonyme d'austérité : appels diversifiés à la collaboration de classe ; mystification de la «relance»...) laissent sceptique la classe ouvrière, pour le moins.

Sur ces bases, la question «faut-il lutter maintenant ?» a commencé à trouver sa résolution par l'engagement dans l'action de nombreuses entreprises depuis septembre, y compris avec des formes de lutte très offensives, mettant en cause la légalité bourgeoise (à Rhône-Poulenc, Sovrel...). Bien que soit posé le problème de rompre l'isolement des luttes, de construire un rapport de force conséquent susceptible d'arracher de substantielles concessions à la bourgeoisie, à la faveur précisément de la crise (diminution d'horaire sans diminution de salaire, baisse des cadences...), il ne se traduit pas encore suffisamment dans la vie. Présente dans toutes les discussions, posée avec acuité par les journées d'action dispersées

organisées par les Confédérations, cette question traduit l'avancée dans le débat, sur un autre plan : une perception plus marquée de l'obstacle que représentent le P.C.F., la gauche et son Programme Commun.

Il apparaît bien, au terme de ces semaines de discussions politiques, enquêtes ouvrières et contributions, que les travailleurs, face à la crise, recherchent une issue conséquente, permettant de bâtir leur unité, contre le chômage et pour le salaire, dans une offensive dont la condition se précise autour de «quelles perspectives politiques ? quelle direction ? quelle force de classe pour mettre en œuvre le mouvement d'ensemble ?» Reste aussi à préciser la critique du projet de société qu'offre la gauche et surtout le P.C.F., dont la «gestion démocratique» n'est pas le tout. Reste surtout à rassembler en un tout les revendications, principes d'action et perspectives politiques révolutionnaires qui concrétiseront la voie de la lutte pour faire payer de manière conséquente la crise à la bourgeoisie ! Ce sont ces points que nous développerons la semaine prochaine.

Camarades, poursuivons ensemble dans cette voie, notre débat...

CFEM
(Fos sur mer)

QUAND ON MENE LA LUTTE DE CLASSE...

De longue date, à la C.F.E.M., les luttes ouvrières ont créé des «difficultés» à la direction générale : cette année, particulièrement, tant à Rouen qu'à FOS-Martigues, avec des grèves longues, résolues, avec, à plusieurs reprises occupations de locaux... Mais, ce n'est pas le propre de cette seule entreprise, puisque simplement actuellement plus d'une centaine d'entreprises sont en lutte. Ce qui est significatif - par contre - de la situation créée à Fos par la lutte de classe, menée consciemment, à l'initiative notamment de la cellule d'entreprise du Parti Communiste Révolutionnaire, c'est la clarification de la réalité profondément politique de la crise de la bourgeoisie. Une démonstration, dans l'action, des raisons du chantage bourgeois à la crise : sa peur que la classe ouvrière, refusant toute proposition d'aménagement du système, prenne en main une offensive d'ampleur mettant en cause le pouvoir lui-même de la classe exploiteuse !

SITUATION DE CRISE A LA CFEM ?

Suite aux actions menées tout l'été durant sur les revendications propres à l'usine comme pour

soutenir les travailleurs de Rouen, la direction, dans son bilan, tiré lors d'une réunion exceptionnelle du Comité d'Établissement, annonce «une perte minima de 10 millions pour la société» (consécutives à la perte de marchés en Mer du Nord, à l'immobilisation de pontons, et... aux «pertes de péages de la saison d'été du Pont de St Nazaire» !). Avec des accents dramatiques, M. Deschenes, le PDG, en conclut : «la société ne pourra survivre !»

En l'occurrence, pour la direction «à Fos, la situation reste très mauvaise» et les commandes en projet pour l'étranger (l'URSS essentiellement) sont en voie d'annulation.

Or, dans le même temps, ces pauvres «victimes» ont annoncé que «malgré cela l'augmentation du capital a été néanmoins réalisée, ainsi qu'un nouvel emprunt». Quand on ajoute à cela le fait qu'au dire même de la direction «l'usine de Fos est bien située sur le plan technique et économique... pour les marchés avec le Moyen-Orient...», on comprend que ce n'est pas des raisons de restructuration économique qui motivent le retrait de commandes, agité contre les ouvriers comme une menace, avec

même, au bout de tout cela le chantage à la fermeture de l'entreprise.

UNE «TENSION SOCIALE» INSUPPORTABLE POUR LA BOURGEOISIE !

C'est en effet «la situation sociale actuelle» caractérisée par l'incessante lutte des ouvriers de la CFEM qui préoccupe la direction :

- les travailleurs ayant manifesté lors de la venue de mandataires du trust Eurodif et de pétroliers, les représentants de sociétés et clients, en permanence présents dans l'usine ont déconseillé de réaliser leur commande à Fos ;
- le «climat défavorable» règne dans l'usine pose des problèmes à la maîtrise qui est vilipendée par les ouvriers et ne peut continuer à travailler dans cette atmosphère, certains chefs, particulièrement hostiles aux ouvriers, ont «même demandé leur mutation...» ;
- une «toute petite minorité» compromettrait ainsi «l'existence de la CFEM» toute entière !

DES ACQUITS POUR LA LUTTE

Joignant leurs voix à celle de leur maître, les jaunes de la CGC et de

FO demandent aux ouvriers «d'être raisonnables». FO étale même sur un tract, la liste des avantages obtenus depuis le début de l'année. C'est en effet appréciable ! Le petit détail qu'a «oublié» FO, c'est que seule la lutte résolue, sur des bases de classe fermes, maintenues dans la CGT par les camarades du PCR (m) et de nombreux syndicalistes révolutionnaires, a permis aux travailleurs de la CFEM de remporter ces victoires. C'est parce qu'ils ont refusé de collaborer avec le patron qu'ils ont arraché leurs revendications.

UN FACTEUR DE LUTTE ET D'UNITE

De ce combat contre la politique de crise de la direction de la CFEM, la cellule du PCR est le moteur. C'est ce qu'a bien compris le patron et c'est son élimination qu'il vise par son offensive de mystification. Son objectif est de tenter de dresser (avec l'aide de ses chiens de garde FO et CGC) les travailleurs contre les camarades du PCR en les rendant responsables des difficultés imaginaires de la boîte. Arme à double tranchant qui finalement s'est retournée contre lui : un camarade est mis à pied pour un motif futile, 70% des gars de la

boîte débrayent à l'appel de la cellule du parti (les révisionnistes ayant refusé de prendre sa défense). Résultat : la sanction est levée. Cette action a renforcé les liens du parti avec les gars. Comment la cellule développe-t-elle son travail dans l'usine. Laissons lui la parole : «On a un principe dans la boîte : être toujours à l'offensive. Par exemple, contre l'appel à la collaboration de classe lancé par le patron après le CE, on s'est appuyé sur le «Quotidien du Peuple», sur l'éclairage de la question des trusts, de la situation économique. On y répond par la construction de l'unité en mettant en action la section syndicale grâce à notre travail révolutionnaire et en montrant qui doit diriger le mouvement d'ensemble : la classe ouvrière ou l'union de la gauche. Evidemment, nos propositions se heurtent de face à celles du P.C.F. Notre tâche, c'est démonter leurs idées, avancer les nôtres, qu'elles apparaissent comme l'alternative pour sortir de la crise. A la CFEM, on a combattu les points de vue du P.C.F., en assemblée générale, pied à pied. On les a fait reculer. Notre tâche reste de les balayer pour réaliser l'unité de combat pour faire payer la crise à la bourgeoisie, mais, jusqu'au bout, jusqu'au pouvoir des ouvriers et paysans !»

CARON OZANNE les travailleurs sont capables de s'organiser

Nous poursuivons la publication des discussions autour d'une «table ronde» avec des grévistes de CARON-OZANNE.

Quotidien du Peuple : Nous sommes d'accord sur le fait que la bourgeoisie ne nous sortira pas de la crise... Il y a une autre proposition, c'est l'union de la gauche. Que pensez-vous de leurs propositions ?

Roland : Moi, je ne suis pas d'accord avec eux ! Ils veulent garder le même système, s'installer et conserver la hiérarchie et tout ça. Les mêmes structures en somme. On aurait peut-être quelques avantages mais on ne changerait rien du tout sur le fond. Nous on en a fait l'expérience dans notre lutte de leurs propositions. De toute façon, même en supposant qu'ils soient honnêtes, comme les structures seront les mêmes, ce sont eux qui commanderont, et pas les ouvriers...

André : Je crois que ça dépend du rapport de forces et de ce que feront les pays à côté. Ça

m'étonnerait que ça se passe comme au Chili.

Roland : Oh, mais si la gauche passe au pouvoir, il se peut que les capitalistes fassent un coup d'État de droite.

André : Oui, mais à partir du moment où les travailleurs sont conscients... C'est le rapport de forces qui compte. T'as vu au Vietnam, c'est la conscience qui les a fait gagner. Ce qu'il faut, c'est supprimer le système patrons-ouvriers. Si on supprime la notion de profit, on ne produira que ce qui est utile aux gens.

QdP : C'est donc que vous êtes d'accord sur le fait que les travailleurs sont capables de s'organiser tous seuls ?

Roland : Bien sûr ! Nous, on fait tourner les bécanes nous-mêmes ! Une boîte sans improductifs, c'est tout à fait possible.

André : Au niveau de la boîte, ça ne pose pas de problèmes. Pour la société dans son ensemble, ce serait un peu plus



complicé parce que les patrons ont enfoncé dans la tête des ouvriers qu'ils ne peuvent pas se passer de patrons.

Claude : Sans patrons, d'accord, mais il faut bien des responsables. Si tout le monde est livré à

lui-même, il y en a qui feront ce qu'ils voudront.

André : Non justement. Regarde ce qui se passe dans notre lutte. C'est l'Assemblée Générale qui décide de tout. Dans une autre société, on pourrait faire le

même type d'organisation à une grande échelle. La seule façon de toute manière, c'est que les travailleurs aient le pouvoir, qu'ils prennent leurs affaires en main, eux-mêmes.

QdP : Est-ce que l'idée du changement de société a progressé chez les gars, à l'occasion de votre lutte ?

Roland : Je crois que la majorité se sont rendus compte de pas mal de choses au cours de la lutte, les manœuvres du patron, des pouvoirs publics, les positions du PCF...

André : Beaucoup se rendent compte en effet, mais n'arrivent pas bien à expliquer. C'est le problème de l'éducation. Dans cette société, on est éduqué pour produire, c'est tout. Ceci dit, la lutte, c'est un bon moyen de s'éduquer. Ici, progressivement, les gars prennent la parole. Au début, c'était que les militants puis, petit à petit, ça vient. On peut pas tout faire d'un coup !

politique

troubles dans la «majorité»

MESSMER : «DJIBOUTI C'EST FINI»

Messmer, partisan de l'indépendance de Djibouti. La nouvelle peut surprendre. C'est pourtant l'ex-premier ministre qui vient de déclarer : «Il faut aller à l'indépendance et le plus tôt sera le mieux». Dans sa déclaration, Messmer rappelle qu'«on a ceinturé Djibouti de barbelés» et que le référendum de 1966 «avait été organisé sur l'ordre de De Gaulle après les incidents qui avaient marqué sa visite» (ce référendum sous la terreur avait donné une majorité pour le maintien dans la «communauté française»). Messmer est bien placé pour en parler, il était à l'époque ministre des armées et en tant que tel il porte la responsabilité des mesures de répression contre le peuple de Djibouti : la ceinture de barbelés et tous les crimes de l'armée française qui réprima sauvagement toutes les manifestations en tirant froidement.

En février 72, Messmer, premier ministre de Pompidou, déclarait en arrivant à Djibouti «C'est par la volonté librement exprimée des populations que nous sommes ici en terre française».

Trois ans après, le député Messmer écrit : «La population ne se sent pas française et ne veut pas le devenir». Evolution significative et qui n'est peut-être pas totalement étrangère à la situation à Djibouti même ! La volonté d'indépendance des masses a même contraint Ali Aref à le réclamer, lui qui bénéficiait jusqu'à présent de la confiance de l'impérialisme français.

Après Debré, Sanguinetti, Servan Schreiber, c'est Messmer qui se démarque des orientations giscardienne. Dans la majorité, tout va pour le mieux !

SANGUINETTI : UN GODILLOT PRIVÉ DE FROMAGE

Pour avoir égratigné Giscard, Sanguinetti vient d'être privé de sa sinécure de directeur de l'ORSTON (Office de Recherche Scientifique et Technique d'Ouistre-Mer) ; poste que lui avait accordé Pompidou en août 73, après son échec aux législatives. Il avait déclaré avoir opté pour «l'inconvénient Giscard... un borgne qui avait un oeil meilleur que l'autre borgne (Chaban)», au deuxième tour des présidentielles. Ce n'est pas la première fois que Sanguinetti tient des propos de ce genre, tout en restant dans la majorité présidentielle.

En le sanctionnant, Giscard entend montrer quelles limites il fixe à l'UDR.

Rectificatif : Dans l'article paru dans le numéro d'hier du «Quotidien du Peuple» au sujet de la mort d'un enfant refusé dans huit hôpitaux, il fallait comprendre, à propos des déclarations de Simone Veil, non pas «la suppression de 10 000 lits hospitaliers», mais qu'elle veut accélérer la rotation des malades, écourter les durées de séjour de façon à «gagner» 10 000 lits par an sur l'ensemble au détriment de la convalescence des malades. C'est ce qu'elle a encore répété, il y a quelques jours, lors de l'inauguration de l'hôpital de Toulouse Rangueil.

INTERVIEW D'UN DELEGUE CGT DE L'INSEE

Suite de la page 1

En outre, n'est-ce pas l'administration elle-même qui se méfie des travailleurs de l'INSEE, comme en témoignent les camarades qu'elle a écartés, depuis un an et demi, du service où l'indice est calculé, et comme en témoigne aussi la nouvelle organisation du travail, qui enlève au personnel tout contrôle sur la conduite des calculs ? Est-ce pour cela que la différence avec les autres indices (CGT ou autres) s'accroît depuis quelques temps ? On peut le penser.

QdP : Dans sa déclaration, Georges Séguéy exigeait une négociation pour se mettre d'accord sur un indice du coût de la vie, qui serve de référence dans les prochaines négociations salariales. Comment vois-tu cette question ?

R. : Cela pose un problème d'orientation. Nous avons fait remarquer, il y a bientôt deux ans, que la hausse du coût de la vie ne touchait pas de la même façon tous les travailleurs : un O.S. devra se restreindre sur

l'habillement, le cadre moyen sur les loisirs, le cadre supérieur sur son épargne. Plutôt qu'un seul indice, qui masque ces différences, il faudrait en calculer plusieurs selon les catégories. En outre, il y a la question du salaire minimum ; là, c'est un budget-type qu'il faudrait établir, c'est-à-dire une liste des besoins qu'on peut satisfaire avec le SMIC à 1 400, 1 700 ou 2 000 F. Ainsi, on saurait ce que veulent dire ces chiffres pour les travailleurs.

En résumé, il ne nous apparaît pas possible, alors même que les dernières luttes des travailleurs de la fonction publique ont mis en avant des revendications uniformes, telles que 200 F pour tous, 1 700 F minimum, de mobiliser aujourd'hui les travailleurs sur la négociation d'un nouvel indice. Toutefois, le problème de mesurer la détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs est un problème qui reste posé.

recueilli par F. MONTAGNET

SOISSONS le patron flingueur au tribunal

Suite de la page 1

C'était le 27 octobre. Le 29 Dezzuto va chercher son fusil de chasse et des cartouches chez un de ses amis. «Il faudra que je me défende» leur confie-t-il. Puis il se rend devant l'entreprise, à Villers Cotterêts, et cherche à entrer dans l'atelier occupé : «je suis chez moi, ici !» Il frappe un délégué, puis revient précipitamment à sa voiture, en sort le fusil de chasse, et tire. Une première fois en l'air, une deuxième fois sur les ouvriers. Mr Petri s'écroule. «J'ai voulu tirer une deuxième fois par terre» ose dire au tribunal ce «spécialiste» du ball-trap. Même son avocat n'osera soutenir cette thèse. Mais Dezzuto n'en reste pas là : il recharge le fusil et se lance dans la chasse à l'ouvrier dans l'atelier pendant un quart d'heure...

Pour les avocats de la CFDT et de la CGT, qui se sont portées partie civile, il y a intention d'homicide, et le procès, qui est aussi celui de la répression anti-syndicale, doit être renvoyé en Assises. Leur principal argu-

ment : «on ne peut tolérer ce genre de «patrons de combat», il faut donc faire un exemple». L'affaire est pourtant bien plus grave. Un délégué nous disait : «ici, c'est le patron qui est armé. Mais dans d'autres entreprises, ils ne se salissent pas les mains, ils ont les milices patronales pour cela. Mais c'est en fait la même chose». A-t-on vu Dreyfus au banc des accusés, après l'assassinat d'Overney par la milice de Renault ?

Le procureur est bien obligé de reconnaître les faits. Mais ça le gêne : «Dezzuto est un «travailleur (!), il avait des soucis pour l'usine...» Et il conclut en demandant 1 an de prison, dont six mois avec sursis ! C'est à peu près ce qu'écopent les voleurs de mobylette ! L'avocat de la défense, un «ami» de Dezzuto enchaîne. Il a l'habileté de ne pas prendre ouvertement sa défense, de montrer même des réticences par rapport à «son client», et son éloquence montre que ce PDG a des amis à la hauteur de ses moyens.

Finalement, le président annonce que le jugement sera rendu le 19. Déception chez les ouvriers, qui espéraient pouvoir réagir immédiatement. Tandis que les délégués sont reçus par le sous-préfet, ils reviennent à l'usine, relever leurs camarades qui ont assuré la garde la nuit. L'ambiance est nettement plus défendue : ici, on peut parler : «pour moi, ces procès, c'est de la mascarade. Pourquoi attendre le 19 ? Il commence à y avoir beaucoup d'amis de Dezzuto dans cette affaire. Imaginez que ce soit le contraire : moi, je ne risque pas d'avoir des «amis avocats». Pour ces travailleurs, ce n'est pas à un patron qu'ils ont affaire, c'est à une classe. Bien vite, les discussions reviennent sur l'occupation. Maintenant, tout le monde est dans le coup. Et la dernière commande, les cent tonnes de charpente pour l'Algérie, ils ne sont pas prêts de sortir.

pas rose, et le Pantz sont bien décidés à empêcher la fermeture.

Eric BREHAT

PDG INCULPÉS APRES CINQ ANS ET DEMI D'ENQUÊTE

En février 70, une explosion dans l'huilerie «des trois Mathildes» coûte la vie à quatre travailleurs marseillais. A l'époque, personne n'est inquiété. Aujourd'hui, la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence vient d'inculper pour homicide involontaire Xavier de Roux, ancien PDG d'Unipol, Michel Lesieur, PDG des huiles du même nom, Jacques Saurel, directeur des «trois Mathildes» et Jean Lesnay, responsable de production aux huiles Lesieur. Après plus de cinq ans d'enquêtes, la justice n'a pas pu faire autrement que de reconnaître que la responsabilité incombait à ceux qui avaient, pour la course au profit, intensifié les cadences de production.

Dans la région, où les luttes se développent, la situation n'est

besançon après la naissance d'un syndicat au 19^o du génie à bas la répression contre les appelés

Depuis l'annonce de la création à Besançon d'un «syndicat» de soldat, la bourgeoisie vitupère et menace. L'appelé Bertrand Julien vient d'être inculpé «d'incitation de militaires à la désobéissance».

En inspection, mercredi, à la base aérienne de Toul-Rosières, Bigeard devait déclarer : «nous serons fermes... nous ne tolérons pas que la subversion prenne le pas dans l'armée... ce mouvement sera stoppé et réprimé». Bourges, le ministre des armées de son côté devait dire en substance la même chose à l'assemblée nationale le même jour. La bourgeoisie déchaîne sa hargne contre tous ceux qui luttent aujourd'hui dans l'armée. Et pour cause : l'armée, c'est pour elle un pilier essentiel de sa domination ; qu'on la remette en question et c'est un outil entre ses mains qui peut vaciller. Elle a beau prétendre aujourd'hui à la manipulation, les faits sont là. Contre les brimades incessantes, contre les conditions de vie dégradantes, c'est une profonde révolte qui

animait les jeunes soldats. A Besançon, le 17 mai dernier, Lassus, un lieutenant, fait éclater d'un coup de pied, la rate d'un jeune appelé, Marcel Haquin.

Cet acte de sauvagerie fasciste que Bigeard a essayé de masquer en multipliant les pressions est intolérable tout comme plusieurs des buts auxquels se destine l'armée : la répression contre les peuples néo-colonisés et maintien de l'ordre de la bourgeoisie, intervention contre d'éventuels soulèvements, voilà les projets et le travail qu'on lui attribue au premier chef. On comprend pourquoi Bigeard a accouru dans la nuit de mercredi quand il a su que tout ne tournait pas rond à Besançon, au 19^{ème} du génie. C'est peine perdue, 7000 tracts ont été diffusés dans les autres casernes et dans les boîtes de la ville. 500 F d'augmentation pour tous, amélioration de la cuisine, et plus de libertés, telles sont les principales revendications qui sont posées.

Elles montrent que les mesu-



res arrêtées par Bourges pour l'amélioration des conditions de vie pour les appelés n'ont pas pris et qu'elles ne stopperont pas le mouvement engagé l'année dernière. C'est une manifestation du dégoût que l'armée bourgeoise inspire aux jeunes soldats, dégoût qui doit prendre place dans un mouvement de lutte d'ampleur portant non seulement sur une amélioration des

conditions de vie mais aussi sur une remise en cause du rôle de l'armée bourgeoise : comment combattre l'armée de guerre civile, comment assurer une réelle défense nationale face aux pressions des deux superpuissances, et aux menaces de guerre.

Correspondant

Air France un premier recul de la direction

Hier matin, vers 9 h, les travailleurs d'Air France arrivaient au centre commercial de «Belle épine» pour se rassembler. Ils étaient 20 000 avec les délégations du Parisien Libéré et des travailleurs en lutte du Val de Marne (Chauffour, centre de tri d'Orly, l'hôpital de Créteil).

A 10 h, la manifestation part, immense, pour se rendre à l'aéroport de Paris. L'importance du cortège montre que, depuis la dernière intervention des CRS à Montparnasse, le mouvement n'a pas faibli. Les dernières tentatives de la direction ont échoué (des lettres de menaces, entre autre) : «Cela n'a pas marché, c'est de l'into, et c'est dérisoire», nous dirent des grévistes. Vers 10 h 30, la manifestation arrive à l'aéroport où des dizaines de flics sont postés devant chaque porte, chaque escalier. Les passagers, surpris, sont immobiles, le nez contre les vitres. «Ponia, Ponia, Ponia, CRS répondit l'écho» chantent les travailleurs. Soudain, les travailleurs décident d'aller plus loin. Le Service d'Ordre de la CGT est débordé. Certains révisionnistes de la CGT, affolés, crient «non, non, non» et par-

viennent difficilement à stopper les grévistes, qui s'approchent. Entre les CRS et les milliers de grévistes, il n'y aura bientôt plus que un ou deux mètres, avec le Service d'Ordre de la CGT entre. «Libérez, libérez nos ateliers», scandent les grévistes. Cela durera un moment et le cortège repartira et la CGT tentera de faire reprendre le mot d'ordre «Union, action, programme commun» et «Le fascisme ne passera pas, Ponia démission», pour introduire à confusion. Des mots d'ordre plus sérieux reprendront le dessus.

Puis, c'est l'arrêt pour le meeting où des dirigeants confédéraux de la CGT et de la CFDT prennent la parole. Là, nous apprenons que la direction vient d'accepter un premier recul : celui de négocier sur la base de la plate-forme revendicative syndicale. Les travailleurs applaudissent à juste titre, mais la lutte n'en a que plus de raisons de continuer. Alors que la Confédération CGT nous vante le programme commun «d'une actualité éclatante», on discute, car beaucoup de questions doivent être résolus «si l'on veut aller de l'avant».



Manifestation des travailleurs d'Air France

Par exemple, aujourd'hui, «faut-il continuer les grèves de 24 h reconductibles, ou bien venir aux débrayages de 4 h, plus efficaces ?» Alors que le problème financier va se poser, comment l'envisager ? Comment obtenir le soutien avec les travailleurs des autres compagnies auxquelles Air France fait appel pour briser le mouvement ? Autant de questions qui

attendent des réponses dans les prochains jours.

D'ores et déjà, les travailleurs d'Air France annoncent la couleur : «On n'est pas en grève depuis quatre semaines pour réclamer le seul paiement des jours de grève». «Si c'est pour faire comme autrefois, il n'en est pas question» ; l'Internationale retentit alors !

TRI PLM

«des chariots vides...»



URSSAF Amiens

GREVE VICTORIEUSE

A Amiens, les employés de l'URSSAF (organisme de sécurité sociale qui encaisse les cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales) voient depuis plusieurs années, et notamment depuis quelques semaines, se dégrader les conditions de travail. «L'entrée en informatique» est prétexte à augmenter les rendements et à diminuer le personnel. Pendant que 8000 chômeurs au moins attendent du boulot !

Vendredi, la direction impose un rendement maximum aux encodeuses. Celles-ci refusent. Avec les délégués (CGT-CFDT), elles montent chez le patron. Mardi, elles sont en grève. Le directeur accepte de les recevoir avec les délégués. Elles obtiennent totale satisfaction : 1) suppression de la feuille de rendement. 2) un examen en décembre qui se passera dans des règles normales (l'examen donne la qualification d'encodeur). 3) une formation professionnelle sur les heures de travail et payée.

Jeudi, une partie du personnel débraye à l'appel des syndicats, pour la grève nationale. Parmi les revendications, «salaire minimum

1900 F brut» (actuellement 1600 F), «300 F pour tous au 1^{er} novembre», «augmentation des effectifs», sont les plus importants...

Alors que la bourgeoisie cherche à démanteler la Sécurité Sociale, et que ce passage à l'informatique est capital pour elle, la lutte des employés doit se lier aux luttes ouvrières pour exiger l'embauche, refuser les cadences, refuser la désorganisation. Car le manque de personnel, les erreurs dues au rendement profitent aux patrons (exemple récent : à la suite d'une erreur, un patron a gagné plus d'un million !)

Notre lutte doit s'opposer non seulement à la direction pour défendre nos droits, mais s'opposer aux manœuvres de la bourgeoisie. Et ceci, quel que soit le défaitisme des directions syndicales qui suivent un mouvement «venu surtout de la base». Pour lutter contre le chômage, pour faire payer les patrons, il n'y a qu'une seule solution, «s'unir autour des ouvriers», c'est la voie qui se dessine actuellement !

Corr. URSSAF Amiens le 5/11/75

«on sait à quoi s'en tenir depuis la lutte de l'an passé»

Les postiers étaient en grève hier, à l'appel de la CGT et de la CFDT, pour 2000 F par mois, 300 F d'augmentation, et l'augmentation des effectifs. Nous nous sommes rendus au PLM à Paris, pour nous rendre compte de quelle manière était suivi le mouvement et ce qu'en pensait les postiers. «Tu sais, c'est pas comme l'année dernière, mais le mouvement a été bien suivi, beaucoup plus que ce que pensait les syndicats. Pour eux, il s'agissait de «tester» la situation mais pour nous, on savait bien qu'il n'y avait pas besoin de prendre la température, les gars en ont ras-le-bol et ça fait longtemps qu'on attendait ça.

La preuve, c'est qu'hier soir, la brigade C devait démarrer à minuit et bien, à 20h, ils ont pratiquement tous débrayé. D'ailleurs, regarde ! «devant nous, il n'y a pratiquement personne sous les hangars, à part les montagnes de sacs qui attendent d'être triés, et des files de chariots vides.» Là-haut, il y a peu de monde qui travaille ; ce sont les chefs, ça leur fait du bien et quelques jaunes de FO. De toute manière, FO, maintenant, on sait à quoi s'en tenir depuis la grève de l'année dernière. Ils sont quand même déçus : il n'y a pas de manif,

pas de meeting, pas de rassemblement. Beaucoup d'entre eux, sont repartis chez eux, mais pour ceux qui habitent à Marseille, ou à Montpellier, il n'y a nulle part où aller, en tout cas, pas à «l'hôtel», foyer caserne des PTT. Nous en retrouverons quelques-uns qui sont aller dans le bistrot du coin, en train de discuter.

«Ce qu'on ne comprend pas, c'est qu'aujourd'hui, il y a les banques, l'EDF, hier la RATP, demain les cheminots, etc... On devrait tous s'y mettre en même temps, cela serait bon, on aurait plus de force. On aurait bien aimé qu'il y ait une manif aujourd'hui, on aurait pu retrouver les autres, c'est pas une grève de 24h qui changera grand-chose, mais on la fait quand même parce qu'on en a marre et que ça les emmerde ! Ce qui faut aussi, c'est des grèves au moment où c'est le plus intéressant, les fêtes par exemple, là, ce serait bon avec tous les colis qu'il peut y avoir». Ils concluaient : «Ce qu'on veut surtout, c'est le droit à la mutation immédiate ; c'est pas marrant, tu sais, de travailler à 900 kms de chez soi !

José Garcia

DBA Allonne (Beauvais) grève illimitée

Depuis lundi, 350 des 415 travailleurs de l'usine sont en grève illimitée et occupent les locaux essentiellement pour obtenir 300 F d'augmentation uniforme, l'arrêt d'embauche d'intérimaires, l'arrêt d'embauche sous contrat, 5^e semaine de congés payés. Occupation massive et enthousiaste. On a visité l'usine : cantine transformée en salle de lecture, les ouvriers ont amené leurs enfants (crèche installée dans l'usine), salle d'attente pour ceux du piquet de grève. «Le patron cédera à l'offensive des travailleurs contre le trust DBA, Beauvais, Ivry, Pont de l'Arche : usines en grève !»

«On est prêt à recevoir les flics, on les attend !» «On pense faire comme à Lip si le patron ne cède pas». Pour populariser la lutte des dizaines de travailleurs de D.B.A. sont partis ce matin, distribuer des milliers de tracts sur le marché et dans les quartiers populaires. Au centre des préoccupations : la liaison avec les autres boîtes en lutte : Massey Ferguson, Lockheed (D.B.A.) et Biocodex (produits pharmaceutiques).

«On a déjà des contacts réguliers, mais ce qu'il faudrait c'est organiser une grande manifestation tous ensemble».

en bref

JOURNEE NATIONALE EDFGDF

Dans le tract édité pour la grève par les directions syndicales CGT et CFDT de l'EDF-GDF de la région parisienne, le mot d'ordre mis en avant, c'est «la sauvegarde de deux entreprises nationalisées.» Mais est-ce pour cela que les travailleurs étaient en grève hier ? Pas plus que les travailleurs d'Air France ne se battent pour «le prestige d'Air France à l'étranger», n'en déplaise à l'Humanité, les agents de l'EDF-GDF ne luttent pour «consolider les nationalisations». Ce qui justifie leur mécontentement, c'est leurs conditions de travail et de salaire. Leurs aspirations, c'est que l'ensemble des travailleurs les soutiennent, parce qu'ils sont concernés par la hausse des tarifs, alors que l'État fait des cadeaux énormes aux entreprises. Mais cette aspiration, comment est-elle prise en compte par les directions syndicales ? Pourquoi, par exemple, alors que de nombreux usagers sont bloqués dans le métro pendant une demi-heure, porte d'Italie, n'ont-elles pas proposé aux agents en grève, à deux pas, de venir leur expliquer la lutte ?

SAVIEM (Caen)

Personne au travail samedi

La direction de la Saviem vient de décider de faire récupérer la journée du 6 novembre, en horaire normal (équipe du matin et du soir avec la «normale»). Elle prend pour prétexte la grève des travailleurs de l'EDF, et cherche à nous opposer à nos camarades en lutte. Elle remet en cause les 4 jours de repos avec le pont du 11 novembre, sur lequel un accord avait été signé. Les travailleurs, qui avaient pris leurs dispositions pour ces 4 jours, sont particulièrement mécontents. A la mécanique ils ont débrayé le 5, dans l'après midi, à 90 %. Les sections syndicales ont lancé pour mot d'ordre : «prenons tous les 4 jours qui nous reviennent, personne à la Saviem samedi.»

corr. PCR (ml) Saviem.

CORNING GLASS ET LA CIA

La semaine dernière, les travailleurs de Sovirel, en lutte contre 181 licenciements et le chômage partiel, occupaient le siège de la maison-mère, Corning-Glass. A ce propos, un camarade nous écrit : «Comme ITT, Corning est aussi une de ces multinationales US qui servent à acheminer des fonds de la CIA, à corrompre et à acheter des agents véreux. Corning, elle, s'est jadis occupée des étudiants, par l'intermédiaire de la «Conférence Internationale des Etudiants». La C.I.E. était, en 64, financée à 92 % par une organisation américaine, la FYSA, qui soutient et alimente, réalisation par réalisation, les activités qu'elle veut soutenir, et les contrôle politiquement. Par exemple, la FYSA est intervenue, par l'intermédiaire de la «Moslems Labour Youth of Indonesia», dans les événements de 66 en Indonésie. Qui dirige et finance la FYSA ? Corning Glass et Owens Corning. Il faut ajouter qu'à l'époque, le président de Owens Corning n'est autre qu'un ancien commandant suprême de l'OTAN. Par ses multiples ingérences dans les affaires d'autres pays, Corning n'a rien à envier à ITT, tristement célèbre pour ses activités criminelles au Chili.

RASSEMBLEMENT POPULAIRE DIMANCHE

église de la ZUP des Minquettes
Vénissieux - 14 h 30

organisé par le Comité de Lutte pour l'Emploi contre le chômage et la vie chère, avec :

- o forum sur la situation des boîtes en luttant, des luttes sur le quartier (expulsions) ;
- o sur le problème des jeunes avec un film vidéo réalisé par le Comité à Vénissieux ;
- o avec montage théâtre par les jeunes ;
- o crèche, repas populaire, chants, etc...

débat

portugal: quel avenir ?

le quotidien du peuple rouvre le débat.

Au moment où de graves incidents opposaient, voici trois semaines, l'Union Démocratique Populaire (UDP), front de masse dirigé par l'Organisation pour la Reconstruction du Parti Communiste (marxiste-léniniste) (ORPC ml), et le Mouvement pour la Réorganisation du Parti du Proletariat (MRPP), le Quotidien du Peuple publiait, sous le titre «le point de vue des révolutionnaires», deux textes de chacune de ces organisations, et un communiqué du Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) déplorant ces événements.

Choix déterminé, non par les circonstances, mais par la décision, arrêtée depuis longtemps, de fournir à nos lecteurs des éléments pour les aider à se forger un jugement. Non par un quelconque éclectisme, consistant à fourrer dans le même sac, en toute circonstance, quiconque proclame son adhésion au

marxisme léninisme, mais en fonction de l'enquête que nous avons pu faire sur le terrain, et des conclusions politiques auxquelles nous sommes parvenus.

Aujourd'hui, la situation entre les révolutionnaires portugais semble devenue plus sereine, si on en juge par les informations récentes faisant état d'une lutte où le MRPP, l'ORPC (ml) et une autre organisation marxiste-léniniste, l'Organisation Communiste Marxiste Léniniste Portugaise (OCMLP), se retrouvent côte à côte contre les révisionnistes au Journal «O Seculo».

L'attitude que nous avons adoptée a suscité de nombreuses réactions. D'une part, du côté des lecteurs qui nous ont écrit. D'autre part, du côté d'organisations révolutionnaires ; c'est ainsi que l'Organisation Communiste Gauche Ouvrière et Populaire (OCGOP)

nous a envoyé une lettre, tandis que le journal «Révolution» ! publiait un article à ce sujet.

Enfin, le MRPP nous a adressé une lettre que nous publions aujourd'hui en même temps qu'un extrait d'une mise au point faite par l'ORPC (ml).

La question essentielle nous semble être posée par les camarades de Grenoble. S'il est, en effet, impossible à des marxistes-léninistes de «chercher à régler les choses à la place du peuple portugais», s'il n'est évidemment pas question de faire un «bréviaire des groupes», il faut être «plus précis sur les groupes révolutionnaires». C'est ce que nous nous efforcerons de faire dès notre prochain numéro, en liaison avec le développement de la lutte des classes au Portugal depuis le 25 avril 1974, date du renversement du régime fasciste de Salazar et Caetano.

de nos lecteurs

Mercredi 22 octobre, quelques étudiants de Grenoble, lecteurs du Quotidien du Peuple, se sont réunis pour discuter du journal.

Nous avons longuement discuté sur le Portugal et votre attitude par rapport aux révolutionnaires portugais. Certains lecteurs trouvent juste l'attitude prudente et scientifique qui consiste à ne pas vouloir chercher dans chaque pays une organisation «sœur», et à ne pas chercher à régler les choses à la place du peuple portugais. Un autre point de vue était que c'était votre imprécision et confusion dans votre ligne sur le Portugal qui était à l'origine de votre attitude (donner la parole à l'UDP et au MRPP), alors qu'une enquête approfondie permettrait d'être plus précis sur les groupes révolutionnaires.

Mais une question demeure. La bourgeoisie, les trotskistes, parlent de nombreux groupes. Est-ce notre rôle de faire un bréviaire disant ce qu'on pense de chaque groupe, de sa ligne, de sa pratique ? N'est-ce pas de l'ingérence ?

de Grenoble

Le MRPP a une fâcheuse tendance au gauchisme du type «GP». Cette tendance apparaît nettement dans le discours publié dans le Quotidien du Peuple («le PCP, qui est en fait un parti fasciste...»). En quelques mois, un groupe opportuniste peut très bien virer à l'état de groupe contre-révolutionnaire qui agresse les marxistes-léninistes (voir l'Humanité Rouge, en France !)

Valenciennes

Il faut avoir une attitude très (fraternellement ??) critique à l'égard de l'UDP et de ses alliances très suspectes avec le «F.U.R.», ramassis trotskyste et spontanéiste, qui s'entend assez bien avec les sociaux-fascistes du PRCP nouvelle version «contestataire»... De là à donner à ce groupe une égalité de fait avec les communistes du MRPP dans le journal du 13 octobre !

J.C. Bourg-la-Reine

La lecture du Quotidien du Peuple ne permet pas de savoir que les organisations révolutionnaires et en particulier les organisations marxistes-léninistes ont des points de vue

aussi différents. Elle conduit à espérer l'unité entre elles, alors quand on apprend qu'un affrontement a fait un mort, on ne peut que regretter ce regrettable incident sans doute dû au sectarisme des militants. (...)

Il est certain qu'il ne faut pas s'ingérer dans les affaires des marxistes-léninistes et du peuple portugais, cela ne veut pas dire qu'il faut cacher les divergences.



1^{er} mai 1974 : «le peuple uni ne sera jamais vaincu !» Depuis, on a appris qu'il fallait savoir sur quelles bases

Ce n'est pas à nous de choisir une organisation, par contre, nous devons nous prononcer pour une ligne politique surtout quand elles sont aussi différentes les unes des autres. Cela demanderait que les principes régissant nos rapports avec les organisations étrangères soient clairement définis par le comité central du PCR et, une fois définis, soient exposés publiquement.

Nice

prêts à en débattre...

l'Organisation Communiste

Gauche Ouvrière et Populaire

Au Portugal, le 10 octobre, de violents incidents ont opposé militants de l'UDP et du MRPP. Si, à Porto, cette bataille rangée a eu lieu, ce n'est pas à cause d'un enchaînement incompréhensible de la violence, c'est que les lignes politiques de l'Union Démocratique Populaire (UDP) et le Mouvement pour la Réorganisation du Parti du Proletariat (MRPP), prennent un caractère antagonique.

En effet, lorsque la question du pouvoir des ouvriers et paysans devient la question centrale, avoir une politique d'unité avec une organisation contre-révolutionnaire, le PSP, c'est renforcer le camp de la contre-révolution ! Or le MRPP s'associe en permanence au PSP de Mario Soares contre le PCP du Cunha, l'UDP par contre combat aussi fermement la politique de ces deux partis, et sait reconnaître par son activité politique en Mario

Soares et dans le PSP, ceux qui ouvrent la voie à un rétablissement de la dictature fasciste et qui sont le principal danger aujourd'hui du peuple portugais. Il faut, que les révolutionnaires de France sachent notamment que le MRPP a présenté de nombreuses listes communes avec le PSP aux élections syndicales (par exemple, chez les journalistes, une liste commune PS-MRPP s'opposait à une liste allant des socialistes de gauche du MES aux militants de l'UDP ; les révisionnistes déconsidérés dans cette branche, s'étaient abstenus de présenter une liste.).

Devant cette situation, des révolutionnaires, qui en France veulent mener un travail conséquent d'explication et de soutien à la révolution portugaise, se doivent de prendre parti, ils ne peuvent renvoyer les deux adversaires dos à dos au nom de leur référence commune au marxisme-léninisme, et de la

du Portugal

PROLETARIOS DE TODOS OS PAISES, POVOS E NAÇÕES OPRIMIDAS, UNI-VOS!

A CAUSA OPERÁRIA

ORGÃO CENTRAL DA ORPC (m-l) 24 OUTUBRO 1975 - N.º 17
ORGANIZAÇÃO PARA A RECONSTRUÇÃO DO PARTIDO COMUNISTA (MARXISTA-LÊNINISTA) Semanário - 250

PROLETARIOS DE TODOS OS PAISES, POVOS E NAÇÕES OPRIMIDAS DO MUNDO, UNI-VOS!

LUTA POPULAR

ORGÃO CENTRAL DO MOVIMENTO REORGANIZATIVO DO PARTIDO DO PROLETARIADO
N.º 1 - 1975 - 100000
DISTRIBUIÇÃO: 26 DE OUTUBRO

LETRE DU MOUVEMENT POUR LA REORGANISATION DU PARTI DU PROLETARIAT

A la première page du Quotidien du Peuple du 13 octobre, il est question d'une certaine situation où «les militants du MRPP ont attaqué le siège de l'UDP». La commission de presse du comité central du MRPP vient informer votre journal qu'un tel fait est totalement faux. (...)

Le siège de l'UDP à Porto a été la cible de la juste colère des masses populaires (...). Tout en pensant que cette attaque était juste, notre parti ne défend pas, en ce moment, un tel type d'action.

Salutations révolutionnaires.

La Commission de Presse

ORGANISATION POUR LA RECONSTRUCTION DU PARTI COMMUNISTE (ml)

Comme chacun le sait, le 9 octobre a eu lieu un incident déplorable dans lequel se sont trouvés impliqués des militants de l'ORPC (ml) et à la suite duquel un jeune militant du MRPP a trouvé la mort. (...)

La commission politique de l'ORPC (ml) a ordonné une enquête rigoureuse sur la base de laquelle nous réaffirmons décliner en pleine connaissance de cause toute responsabilité dans la mort du militant du MRPP, que nous n'avons jamais désirée et que nous déplorons profondément.

La commission Politique du Comité Central de l'ORPC (ml)

EXTRAITS D'UN ARTICLE PARU DANS «RÉVOLUTION !» N° 108

(...) Le moins que l'on puisse dire, c'est que tout rapprochement entre ces deux organisations paraît impossible ! Elles suivent en effet, particulièrement depuis la crise de juillet des voies totalement divergentes et, de fait, antagoniques. A notre sens, il est impossible de mettre ces deux organisations sur un même plan : la lutte des classes au Portugal a, d'ores et déjà, tranché.

En effet, selon le MRPP, «l'ennemi principal», au Portugal, c'est le PCP. Partant du principe que les ennemis de nos ennemis sont nos amis, il a donc accepté à plusieurs reprises de s'allier au PS. (...)

Au contraire, l'UDP participe au processus révolutionnaire en cours. Si elle ne fait pas partie du FUR (front uni révolutionnaire constitué, entre autres, par le MES, le PRP-BR, la LUAR, ...), elle pratique souvent l'unité d'action avec celui-ci (même lorsque le PCP finit par se rallier à certaines initiatives). (...)

Pour nous l'UDP est partie prenante du processus révolutionnaire au Portugal ; nous avons déjà dit que nous considérerions sa participation au FUR comme positive. (...)

L'OC-GOP est prête à débattre de ces questions avec le Parti Communiste Révolutionnaire (ml).

sports

Saint-Étienne bat Rangers de Glasgow par 2 à 1 et se qualifie ainsi pour les quarts de finale de la Coupe d'Europe.

Le match de mercredi soir était important pour les deux équipes. Il s'agissait de se qualifier pour les quarts de finale de la coupe d'Europe. Ce qui veut dire pour les équipes, un jeu financier très important. Il y a quinze jours, St. Etienne avait gagné par 2 à 0 sur les Rangers, il s'agissait donc pour les Ecossais de rattrapper ce retard, tout en veillant à ne pas encaisser de but (ils comptent double lorsqu'on joue sur le terrain de l'adversaire). L'enjeu était donc important. La surprise a été générale. Nous nous attendions tous à voir les Ecossais dominer le jeu, et les stéphanois en défense, et bien ce ne fut pas le cas. L'équipe de St. Etienne se rendant compte rapidement de sa supériorité sur celle de Glasgow pratiqua au contraire un jeu offensif. Nous avons pu assister ainsi à un match rapide, vivant, mieux construit que les précédents, où la tactique stéphanoise se voyait marquer de Kovacs (le hors jeu que jouait St. Etienne nous rappelait celui que jouait l'Ajax d'Amsterdam). Les Ecossais eux n'arrivaient pas à construire leurs actions jusqu'au bout. Le résultat : 2 à 1 pour St. Etienne qui se qualifie ainsi pour les quarts de finale. Ce n'est pas Rocher (Président de l'ASSE) qui sera mécontent, les caisses du club semblent parties pour bien se remplir cette année.

José GARCIA

un lecteur nous écrit :

Parmi toutes les publicités qui passent, il y a une publicité gouvernementale qui bassine depuis longtemps déjà les oreilles des téléspectateurs. Il s'agit de «l'économie de l'énergie».

Le scénario est le suivant : un monsieur avec la «spontanéité» de l'interview préfabriquée, nous explique qu'en suivant les conseils de la télé il a pu gagner de l'argent en économisant de l'énergie (isoler sa maison, rouler doucement, régler son auto etc...).

Si les messieurs interrogés changent de temps en temps, le couplet final, lui, ne varie pas d'un pouce : «Vous voyez, en France, on n'a pas de pétrole, mais... on a des idées».

Ainsi se trouve résumée en une courte phrase, toute l'argumentation de la bourgeoisie sur la crise qui secoue l'impérialisme français.

«En France, on n'a pas de pétrole», sous-entendu : la crise qui nous touche vient de ce que nous n'avons pas de pétrole, la crise vient de l'extérieur (des arabes !...), «Mais on a des idées!...». Le racisme présente déjà dans la première information se développe encore : nous sommes plus intelligents qu'eux...heureusement !...

Mais c'est surtout l'appel à chaque français (qui lui a des idées), à participer à l'effort national pour sortir de la crise : Nous sommes tous dans le même bain, serrons nous les coudes...On est entre français (qui ont des idées) contre ces arabes (qui ont le pétrole).

Ainsi en peu de mots, répétés à longueur de journée, de manière insidieuse, c'est la propagande gouvernementale qui travaille au bourrage de crâne : la crise nous vient de l'extérieur, racisme anti-arabe, appel à la collaboration de classe pour en sortir : tout y est ; et tant de moyens déchainés, c'est bien que la bourgeoisie a peur !

c'est la société qu'il faut changer Antenne 2

Mercredi soir sur Antenne 2, après le match de football, G. Leroy dans son magazine d'actualité, «C'EST-A-DIRE», n'en croyait pas ses yeux : pour une fois il a du sortir de son flegme neutraliste et faussement «démocratique» ! Ses émissions traitent à chaud de l'actualité. Faisant partie de la façade «libérale avancée» que veut se donner aujourd'hui la bourgeoisie et sa télévision, «C'EST-A-DIRE» veut donner l'illusion d'un débat démocratique, d'un pluralisme d'opinion qui refléterait le système en France. Leroy s'arrange d'habitude pour que ce soit le point de vue réactionnaire qui triomphe. Sur le premier thème choisi, «l'emploi», le patron qu'il avait invité, Chotard, n'a pas du tout été à la hauteur. Non pas que Maire n'ait pas joué son rôle de faire-valoir, mais Chotard bredouillant les arguments du chantage à la crise, n'a fait que se ridiculiser. En effet, Chotard n'a pas eu peur d'avancer comme argument face au chômage : «Il n'y a que nous, les patrons du CNPF qui luttons contre le chômage et les licenciements !...». Suite à cela, un reportage sur les handicapés nous a été projeté. Le but de l'opération était clair : rester dans le vague et dire finalement que nous sommes tous, sans distinction de classe, responsables de la situation dramatique dans laquelle vivent les handicapés et qu'il faut simplement être plus gentils avec eux. Mais les arguments bourgeois ont été sévèrement combattus. Des camarades du Comité de Lutte des Handicapés, présents au débat, n'ont cessé d'intervenir. Leroy a eu beau essayer de leur couper la parole, c'est leur point de vue qui a triomphé. Chotard refusant de répondre aux accusations portées contre lui ; Maire gêné devant la mise en cause de l'action des directions syndicales en ce qui concerne les accidents de travail ; Leroy affolé ; voilà la scène

qui nous a été offerte... «Bien sûr, on ne fait rien pour les handicapés» devait dire un camarade du comité de lutte, «mais en plus, notre système les crée...». Le professeur Minkowski présent au débat, a donné des preuves de la responsabilité du Capital dans les malformations de naissance, dans les «accidents» survenant chez les ouvrières qui attendent un enfant et qui sont victimes des cadences infernales.



le C.L.H. témoigne au Tribunal Populaire de Liévin.

«C'est la société capitaliste qu'il faut changer» devait conclure un autre camarade du Comité de Lutte des Handicapés. Pour Leroy et les arguments de la bourgeoisie, la soirée a été chaude ! Gageons que les réalisateurs feront désormais plus attention aux choix de leurs invités ! Cela s'est lu sur la tête qu'ils faisaient : se donner une fausse image «libérale», d'accord, mais qu'un point de vue de classe comme celui qu'ont donné les camarades du CLH, (Comité de Lutte des Handicapés), s'exprime ainsi, il n'en est pas question.

Claude VILLARD

programme

VENDREDI 7 NOVEMBRE

- TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR Feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - AU THEATRE CE SOIR : UN HOMME D'ACTION policier
22 h 35 - LE CLUB DE DIX HEURES
23 h 05 - JOURNAL et fin

- A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA MORT D'UN TOURISTE Feuilleton
21 h 30 - APOSTROPHES
22 h 35 - CINE-CLUB:HAUTE SIERRA Film am. de R. Walsh (v.o.)
00 h 05 - JOURNAL et fin

- FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAM. REGIONAUX
20 h 30 - VENDREDI
21 h 20 - CIVILISATION
22 h 10 - JOURNAL et fin

- TF 1
14 h 35 - SAMEDI EST A VOUS
19 h 45 - LA VIE DES ANIMAUX
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - NUMERO UN
21 h 30 - PEYTON PLACE
22 h 20 - SILENCE ON TOURNE : LA FLUTE ENCHANTEE
23 h 15 - JOURNAL

- A 2
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA LEGENDE DU SIECLE : CHARLES LE
22 h 15 - DIX DE DER
23 h 45 - JOURNAL

- FR 3
20 h 00 - FESTIVAL DU COURT METRAGE
20 h 30 - CINEMA 16 : UNE NUIT EN LORRAINE
21 h 20 - EXPEDITION FRANCAISE A JAN MAYEN
21 h 45 - JOURNAL

DIMANCHE 9 NOVEMBRE

- TF 1
13 h 00 - JOURNAL
13 h 20 - LE PETIT RAPPORTEUR
14 h 50 - LES RENDEZ-VOUS DU DIMANCHE
15 h 45 - DIRECT A LA UNE
17 h 50 - L'HOMME VENU D'AILLEURS - film TV amér.
18 h 45 - LES ANIMEAUX DU MONDE
19 h 20 - LES FAUCHEURS DE MARGUERITES
19 h 45 - JOURNAL
20 h 30 - LE SAMOURAI - film français de J.P. Melville
22 h 10 - DE GAULLE PREMIERE
22 h 50 - JOURNAL

- A 2
13 h 00 - MIDI 2
13 h 45 - L'ALBUM DE J.P. CASSEL
14 h 05 - MONSIEUR CINEMA
15 h 00 - FRA DIAVOLO
16 h 50 - LE MONDE VIVANT
17 h 25 - TICKET DE RETRO
18 h 30 - SPORT SU L'A 2
19 h 15 - SYSTEME 2
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SYSTEME 2 (suite)
21 h 40 - LES NOUVELLES AVENTURES DE VIDOCQ
22 h 35 - CATCH
23 h 00 - JOURNAL

- FR 3
18 h 50 - SPÉCIAL DOM-TOM
19 h 00 - LA CLOCHE TIBÉTAINE
19 h 55 - SPÉCIAL SPORT
20 h 05 - LES SECRETS DE LA MER ROUGE
20 h 30 - REQUIEM DE BERLIOZ
22 h 20 - JOURNAL

feuilleton

memoires et aventures d'un proletaire

de Norbert Truquin

Résumé :

Norbert s'installe avec sa famille au Paraguay, après un long et pénible voyage.

En nous rapprochant, d'une lieue du côté de Villa Encarnacion, nous fîmes l'acquisition d'un petit rancho situé sur une éminence, d'où l'on découvrirait une vue splendide qui s'étendait au loin sur la rive Argentine. C'est là que nous nous établimes définitivement.

Il y avait peu de moustiques. Ce rancho se composait de quelques bois plantés convenablement et recouverts avec de la paille ; il nous coûta 150 francs ; c'était toujours, en attendant, un abri pour nos bagages. Près du rancho coule un ruisseau permanent qui donne en abondance une eau limpide et excellente.

Le site était bien choisi, mais il fallait se mettre à la besogne ; nous commençâmes aussitôt à défricher dans les forêts de l'Etat qui avoisinaient la maison.

Ces forêts ne ressemblent guère à celles d'Entre-Rios, celles-cisont formées d'arbres isolés sans encombrement ; tandis qu'au Paraguay, les bois sont

tellement compacts, si serrés et entrelacés de lianes de toute espèce, qu'un homme a de la peine à y pénétrer.

Ne sachant pas comment s'y prenaient les gens du pays pour leurs défrichements, je fis comme je pus. Je commençais par couper les lianes et les plus petits arbres à la hauteur de deux mètres, et les laissai sécher, puis j'y mis le feu par un bon vent. Les lianes brûlèrent ainsi que les petits bois verts qu'elles entouraient. Je coupai alors ces jeunes tiges à demi consommées et lorsque le tout fut bien sec elles flambèrent à leur tour.

Ce travail préparatoire ayant été exécuté sur une surface d'environ cinquante mètres de côté, nous procédâmes à l'abatage des grands arbres. Leurs troncs sont si serrés les uns contre les autres qu'ils se soutiennent mutuellement et qu'on est obligé d'en abattre plusieurs pour les décider à tomber.

Tous ces arbres furent découpés en morceaux et lorsque ces branches furent sèches, nous y mîmes le feu. Il fallut ensuite extirper toutes les souches et défoncer le terrain à la pioche.

Nous y plantâmes immédiatement du manioc, qui nous donna un très bon résultat.

Nos voisins, fils du pays, riaient de ce travail, trouvant que c'était se donner beaucoup de peine inutile.

Après les avoir vus à l'oeuvre, nous fîmes comme eux. Les Paraguayens travaillent avec aisance dans la forêt : ils quittent leur chemise pour ne pas l'user et pour ne pas être gênés, ne gardant qu'un caleçon qu'ils retroussent très haut.

Nous nous empressâmes donc de les imiter et cela nous fut d'autant plus facile que nos chemises se réduisaient à presque rien ; mais comme nous n'avions pas l'habitude de travailler nus, nous étions à chaque instant déchirés par les lianes et dévorés par les moustiques qui abondent dans les bois ; puis nous transpirions avec une telle abondance que nous nous affaiblissions tous les jours.

C'était ma femme qui était chargée de sarcler les plantes de manioc et les haricots. Le sarclage n'est pas une petite affaire dans les pays chauds où les herbes croissent avec une rapidité étonnante ; aussi ma femme était-elle souvent de mauvaise

humeur, me reprochant de l'avoir arrachée à sa patrie pour l'amener dans une contrée sauvage. Il est vrai de dire que ces travaux sont trop pénibles pour une femme de cinquante ans surtout à cause des moustiques. Il y a aussi de petites fourmis rouges dont la piqure est aussi cuisante que celle d'une abeille. Les terres en sont infestées, et celui qui sarcle en est constamment dévoré.

Dans le terrain que nous défrichâmes ensuite à l'instar des Paraguayens (c'est-à-dire en coupant et brûlant les arbres sans arracher les souches), nous plantâmes du maïs à la mode du pays. Pour cela on prend un bâton, long de deux mètres et gros comme le poignet, on l'aiguise en pointe d'un bout ; on fait un trou dans la terre avec ce bâton pointu, en y déposant quatre grains ; chaque touffe doit être espacée de quatre pieds en tous sens. On ménage une aussi grande distance entre les pieds parce que les tiges s'élèvent très hauts. Si on les plantait plus rapprochées, elles s'étoufferaient et le grain ne viendrait pas à maturité.

(A suivre)

international

GISCARD EN TUNISIE

Le voyage de Giscard d'Estaing en Tunisie, tout en visant le maintien de relations impérialistes avec ce pays, correspond aussi à la reconnaissance par l'impérialisme français de l'évolution récente des rapports de forces dans le monde.

D'une part, les largesses, importantes nous l'avons vu, accordées aux investissements étrangers ne signifient pas que la Tunisie se livre pieds et poings liés. Aussi grandes que soient les limites de la politique d'indépendance du régime actuel, l'appel à l'étranger pour l'installation d'usines correspond à la volonté de développer une industrie où le capitalisme tunisien s'approprie une technologie avancée. La création d'industries de base comme le complexe sidérurgique de Menzel-Bourguiba va dans ce sens. L'époque du Tiers Monde, simple réservoir de matières premières, au mieux monteur de pièces détachées, comme le souhaitait l'impérialisme commence à être révolue.

La Tunisie et d'autres pays du Tiers Monde, estiment que la France et l'Europe occidentale, sur la défensive par rapport aux Etats Unis et à l'URSS, sont contraints de développer les relations avec eux et peuvent être donc mieux à même de répondre à leurs exigences.

D'autre part, la présence massive aujourd'hui en méditerranée des deux flottes américaine et soviétique fait peser une lourde menace sur la sécurité des pays riverains de la Méditerranée. Ceci crée un point d'unité entre les pays du Tiers Monde dans cette région et les pays européens comme la France qui entendent défendre leurs intérêts face aux pressions croissantes des deux super-puissances.

Dès mars 1972, la Tunisie se déclarait favorable à un projet algérien de conférence méditerranéenne dont le Maghreb et l'Europe des 9 auraient été la cheville ouvrière. Aujourd'hui, le ministre tunisien des Affaires Étrangères, Habib Chatty, déclare qu'il faut préparer «une conférence euro-arabo-africaine, instituant une coopération triangulaire» et il ajoute : «ce sera la troisième puissance capable de se faire entendre par les deux super-puissances.» Ces préoccupations convergent avec celle de l'impérialisme français. Au moment où Giscard d'Estaing se rend en Tunisie, la décision vient d'être prise du transfert de la flotte de guerre française - qui est la principale flotte d'Europe occidentale - de Brest à Toulon. Cette décision évoquée lors du voyage du chef de l'État en Algérie, en avril dernier, avait été bien accueillie par les Algériens.

Parce que l'Europe, et son potentiel humain et économique, est devenue l'enjeu principal dans la rivalité des deux super-puissances, s'explique l'accroissement de leur présence militaire en Méditerranée, et en particulier celle de l'URSS qui, profitant de la guerre israélo-arabe de 1967, a établi une flotte permanente, sans cesse renforcée depuis, à la faveur de la politique de soi-disant détente. L'Union Soviétique espère profiter aujourd'hui de l'affaiblissement du versant oriental du dispositif de l'OTAN en Méditerranée (la Grèce et la Turquie distendant leurs liens avec l'OTAN) et de nouvelles transformations possibles en Europe méridionale (par exemple, l'arrivée au pouvoir des partis révisionnistes comme celui d'Italie qui, bien que non inféodé à l'URSS, modifieraient les relations internationales actuelles de leur pays) pour renforcer leurs positions.

Pour faire face à cette pression, l'impérialisme français, s'il ne veut pas s'en remettre au diktat américain, se voit contraint de développer de bonnes relations avec le Tiers Monde et notamment avec le monde arabe.

Mais il ne renonce pas pour autant à maintenir sous de nouvelles formes sa domination impérialiste sur ces pays pour leur faire payer ses difficultés. C'est contre cette prétention que le peuple français et les peuples du Tiers Monde doivent unir leurs forces.

Jean Paul GAY

" on peut de moins en moins parler "

Une tunisienne obligée de s'expatrier, comme des milliers de ses compatriotes, nous a confié le témoignage sur la vie dans son village en Tunisie.

J'habite un petit village dans la banlieue de Tunis, au Sud. Il a énormément grossi depuis mon enfance. De nombreux paysans de l'intérieur sont venus, chassés par la prétendue «réforme agraire», et puis de nombreux habitants des quartiers populaires de Tunis qui sont détruits. Il y avait à Tunis trois quartiers populaires. L'un est sur le flanc d'une colline, au sommet de laquelle est construit l'hôtel Hilton, le plus bel hôtel de Tunisie. Le quartier est détruit pour épargner la vue des touristes qui descendent au Hilton : j'ai moi-même travaillé chez une américaine qui avait une villa à côté de ce quartier.

(...)

Le premier souci des ouvriers est de survivre, de payer le loyer, très cher : 30 dinars pour une maison plus de 5 dinars pour une pièce, quand les salaires sont de 45 à 55 dinars et qu'il faut encore nourrir tout ce monde.

Tout augmente en Tunisie. La radio répète qu'il faut faire des sacrifices pour le développement du pays. Mais ce que les gens connaissent du développement, c'est la hausse des prix, de tous les légumes, base de la nourriture. Même les oignons ont augmenté et les vieux disent «si les oignons augmentent c'est que ça ne va pas». A cela s'ajoutent les frais d'école : parmi les enfants un grand nombre ne va pas à l'école très longtemps. Dans ma famille, ma mère a travaillé pour qu'on puisse tous aller à l'école mais tous ne le peuvent pas, surtout dans les campagnes où les gosses doivent faire douze kilomètres à pied pour aller en classe.

Dans les rues, aux carrefours, tu vois des groupes de jeunes. Ils sont au chômage. Trouver du travail est un vrai casse-tête.

La police est toujours en train de vérifier leurs papiers. Aussi, tous veulent partir, trouver du travail en Europe. C'est un soulagement financier pour leurs familles et la seule solution.

Mais tout est fait pour arracher toute conscience politique. Depuis 1968, c'est un véritable déferlement de culture américaine, mais rien sur la lutte de libération nationale, à part les

discours de Bourguiba qui nous raconte sa vie, que l'on connaît par cœur.

Pour juguler la colère, la police est partout. De plus en plus nombreuse. Il y a des tas de sujets tabous : ma sœur vient de m'écrire : on peut de moins en moins parler. Aussi les gens ne parlent jamais de politique, sauf pour la résistance palestinienne. Tout le monde la soutient, et là, Bourguiba ne peut pas faire n'importe quoi, car le peuple sait reconnaître une trahison.

Recueilli par Grégoire CARRAT



Tunisie : le travail des enfants

SAHARA OCCIDENTAL convoitises et lutte pour l'indépendance

LE MAROC :

Le Sahara occidental était, à la veille de la colonisation espagnole, sous la souveraineté du roi du Maroc. Il doit donc être restitué à celui-ci. Le peuple sahraoui a le choix entre le maintien du statu quo (occupation espagnole) ou le rattachement au Maroc.

LA MAURITANIE :

Le Sahara occidental appartenait à la Mauritanie avant la colonisation espagnole, et doit donc lui revenir. L'accession du Sahara occidental à l'indépendance est là aussi exclue.

Le Maroc et la Mauritanie ont conclu un accord au terme duquel le Sahara occidental ferait l'objet d'une partition Nord (au Maroc) - Sud (à la Mauritanie), avec exploitation commune des gisements de phosphate situés au Nord.

LA COUR INTERNATIONALE DE LA HAYE : (avis consultatif) :

Si, à la veille de la colonisation espagnole, des liens d'allégeance existaient entre diverses tribus et le sultan du Maroc et le souverain de Mauritanie, en revanche il n'est pas prouvé historiquement qu'il existait alors un «lien de souveraineté territoriale entre le territoire du Sahara occidental d'une part, le Royaume du Maroc ou l'ensemble mauritanien d'autre part». Elle recommande donc l'application de la résolution de l'ONU.

L'ONU :

Elle recommande l'application du principe d'autodétermination, grâce à l'expression libre et authentique de la volonté des populations du territoire. Le référendum serait organisé par l'ONU ou l'OUA (organisation unie des Etats africains).

L'ESPAGNE :

Selon elle, en 1884, lorsqu'elle s'empara du Sahara occidental, ce dernier était une «terre n'appartenant à personne». En d'autres termes, c'était un territoire vide. La lutte du peuple sahraoui a obligé l'Espagne à accepter la résolution de l'ONU, en espérant organiser le référendum : pour 74 000 habitants, l'Espagne dispose actuellement au Sahara de 70 000 soldats et cadres de l'administration coloniale. Elle a tenté de s'entendre avec le Maroc pour une exploitation commune éventuelle des richesses minérales du Sahara avec le Maroc, mais n'a pu y réussir devant l'hostilité du peuple sahraoui et de l'ONU.

LE SAHARA OCCIDENTAL :

Il excite les convoitises par ses richesses minérales : son sol renferme de riches gisements de phosphates (utilisés pour les fertilisants), ainsi que du fer, probablement aussi de l'uranium. De plus, la côte est

propice à la pêche. On a estimé à 2 500 000 tonnes, la production de phosphates pour 1975, et à 270 000 tonnes la production des pêcheries.

LE FRONT POLISARIO :

Front pour la Libération de Saïket El Hamra et de Rio de Oro, qui sont les deux régions administratives créées par les Espagnols : «le Front Polisario s'opposera à tout règlement diplomatique qui ne tiendra pas compte des aspirations d'indépendance du peuple de ce territoire».

L'ALGERIE :

Elle soutient la juste lutte du Front Polisario, et réaffirme n'avoir aucune prétention territoriale sur le Sahara occidental. Pour l'Algérie, exclure le principe de l'indépendance du Sahara occidental serait vider le principe de l'autodétermination de tout contenu.

PORTUGAL CONTRE LA "SUPER-PIDE"

La nuit dernière, des bombes ont explosé à Porto et à Evora, des incidents ont eu lieu lors de la venue du premier ministre à Faro, un groupe fasciste a attaqué des militants qui manifestaient contre l'AMI (nouvelle police militaire). A côté de cela, les travailleurs ripostent, au CTT (postes et télécommunications), une assemblée générale a demandé le renvoi sans indemnité des cinq anciens administrateurs et refuse de voir réintégrer un ancien de la PIDE. Au ministère de l'Information, les travailleurs demandent la suspension du secrétaire d'État à l'Information, Seira de Cunha. Face au refus du gouvernement de le suspendre, les travailleurs l'accusent, preuves en mains, d'avoir appartenu à la police internationale de Salazar et Caetano, la «super-PIDE».

Les travailleurs ont fait un piquet pour l'empêcher de rentrer au ministère, il y a eu des heurts avec la police, des blessés. La police a dégagé l'entrée pour lui permettre de passer et actuellement cerne le ministère. On ne connaît pas à l'heure actuelle la décision prise par les travailleurs devant cet état de choses.